



Le 15 février 2024,

M. l'Inspecteur d'Académie,  
Mmes et Messieurs les membres du CSA D,

Nous tenons en préambule à remercier les services pour la qualité des documents transmis, pour l'écoute et les échanges constructifs avec notre organisation syndicale. L'humain est au cœur de nos dialogues avec l'administration. Cette prise en compte doit être soulignée car elle est souvent absente dans d'autres départements. Nous apprécions cette volonté commune de trouver des solutions à des situations personnelles et professionnelles.

Après un jeu de chaise musicale qui a duré plusieurs mois, la valse des ministres s'achève. Du moins, nous l'espérons. Cette période est marquée par une grande incompréhension du corps enseignant où le tout et son contraire se sont enchainés. Les sentiments qui prédominent dans la profession sont bien le mépris, le manque de reconnaissance et l'injustice. Il s'avère que l'éducation nationale et ses agents ne sont pas une priorité pour le gouvernement. Il est loin le temps des sirènes et des applaudissements lors du COVID. C'est dans ce contexte très particulier qu'il a été décidé de supprimer 1331 postes au niveau national pour le premier degré dont 219 dans notre académie et 89 dans notre cher département. Voilà donc le Pas de Calais secoué à la fois par les dérèglements climatiques et par les dérèglements humains. Notre organisation syndicale ne nie pas la baisse démographique mais elle s'interroge vivement sur les choix opérés. La partition délivrée par le ministère comporte plusieurs fausses notes et n'emporte pas l'adhésion de ses personnels.

Pour notre département, comment expliquer à toute une profession que la perte de 50 postes l'an dernier engendre un recrutement de plus 110 contractuels cette année ?

Comment justifier auprès des collègues avec une baisse d'élèves quasi identique voire à la baisse (chiffres à l'appui) par rapport à l'an dernier, une suppression de presque le double de postes ?

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, une autre vision aurait pu être soutenue pour que la mélodie soit harmonieuse, voire chantante. Le simple maintien des postes existants aurait mécaniquement fait baisser le nombre d'élèves par classe, la France se serait alors rapprochée du nombre moyen d'élèves par classe dans l'OCDE.

L'administration aurait pu également orchestrer une vraie politique de remplacement dans le premier degré en instaurant une prime de vie scolaire pour reconnaître l'engagement effectif des collègues et en augmentant le vivier de remplaçants. C'eût été applaudi. En effet, les professeurs des écoles s'avèrent toujours mobilisables et pallient au quotidien les manques de remplaçants en accueillant des élèves supplémentaires dans leur classe. Ils s'adaptent toujours et sans cesse avec une charge de travail plus importante mais non reconnue. La preuve en est, plus de 90 classes par jour étaient sans enseignant l'an dernier. Ce nombre tend à diminuer cette année, notamment par l'emploi massif de contractuels, contractuels qui ne sont ni formés ni qualifiés. La sérénade est répétée à l'envi : il y a un adulte devant chaque classe. L'objectif poursuivi n'est malheureusement pas d'assurer un enseignement de qualité à tous les élèves mais de diminuer la colère des familles et ainsi de les courtiser. Le SNE dénonce cet état de fait et condamne la tentative de duperie.

La vraie question est de savoir, M l'Inspecteur d'Académie, ce qu'en retirent les élèves, les familles et les collègues ? La réponse est tristement simple, diffusée lors des reportages sur des chaînes télévisées à heure de grande écoute, enfin relayée sans fausse pudeur sous couvert du politiquement correct. Toutes ces orientations tendent vers une dégradation de l'Ecole, aboutissent à un système dissonant avec des acteurs et des spectateurs en souffrance. Ces enquêtes journalistiques édifiantes renforcent notre sentiment, soulignent ce que l'ORBE (Observatoire de la Rémunération et du Bien Être) avait pointé du doigt dès sa création.

Dans cet hymne à la réduction de moyens, que dire de l'école inclusive ? Le projet académique nous berce de belles paroles. Cependant, la bande-son grésille. Par exemple, les enseignants référents sont à l'agonie, avec toujours plus de dossiers et de suivis à réaliser. Ils

perdent le sens de leur mission. Ils font en boucle du « Gevasco ». Les psychologues scolaires manquent aussi à l'appel. Les élèves notifiés n'ont pas leur AESH ou peu de temps d'accompagnement. Il manque de structures spécialisées pour accueillir les enfants avec des de grands troubles notamment liés au comportement. C'est bien de soin que ces enfants ont besoin avec une prise en charge par des professionnels spécialisés. La playlist peut durer longtemps. Les enseignants sont mis à mal, n'en peuvent plus, se découragent, démissionnent. C'est la rançon de la gloire d'imposer une inclusion à tout prix qui n'a qu'une seule note sur sa portée.

Or une chanson, un tube se construit avec des accords.

L'harmonie dont l'Ecole a désespérément besoin prendrait son souffle avec des personnels mieux formés, rémunérés à leur juste valeur, avec des moyens humains supplémentaires en enseignants spécialisés RASED, en AESH, en ER et avec une multiplication des structures adaptés aux besoins des élèves.

Qu'elle serait douce cette mélodie ! Une inclusion réussie et non subie est bien le titre que le SNE s'évertue de promouvoir et de défendre.

Comme vous l'avez bien compris, M l'Inspecteur d'Académie, des arrangements sont à effectuer, d'autres pistes sont à envisager pour faire réussir nos élèves, réduire les inégalités sociales et apporter de la qualité de vie au travail à tous les acteurs du premier degré.

Je vous remercie de votre attention.

Geoffrey capliez, élu CSA SD